

Luc Boltanski, Nancy Fraser et Philippe Corcuff — Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale

Nicolas Riffault

Émulations - Revue de sciences sociales
2016, « Comptes rendus critiques, En ligne »

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/7003>

Pour citer cet article

Nicolas Riffault, « Luc Boltanski, Nancy Fraser et Philippe Corcuff — *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale* », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 22 mars 2016.
DOI : 10.14428/emulations.cr.004

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Luc Boltanski, Nancy Fraser et Philippe Corcuff — *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*

Nicolas Riffault¹

Recensé : Luc Boltanski, Nancy Fraser et Philippe Corcuff, *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. « Grands débats : mode d'emploi », 2014, 74 p.

« La sociologie n'a pas à prendre de parti entre les grandes hypothèses qui divisent les métaphysiciens. Elle n'a pas plus à affirmer la liberté que le déterminisme. [...] Mais la question de savoir si la nature du lien causal exclut toute contingence n'est pas tranchée pour cela. » (Durkheim, 1992 [1894], 139-140) Ainsi, si de la liberté la sociologie n'a rien à dire, elle peut toutefois s'intéresser à la dynamique domination-émancipation et à ses déterminants. Tenir ensemble ces deux notions a priori polaires, c'est précisément l'ambition que poursuivent les auteurs de cet opuscule. Ce dernier reprend des échanges (il s'agit plus d'un dialogue que d'un débat) qui se sont tenus dans le cadre du festival « Mode d'emploi », en novembre 2012 à Lyon, entre le sociologue Luc Boltanski et la philosophe Nancy Fraser. Le lecteur qui ne serait pas au fait de la carrière de ces deux auteurs majeurs trouvera dans le livre une précieuse introduction — réalisée par le très actif Philippe Corcuff, discutant — qui permet de resituer leurs positions dans les principaux débats théoriques et politiques qu'ils ont contribué à alimenter : d'une part, pour Boltanski, les relations entre sociologie et critique et, d'autre part, pour Nancy Fraser, des controverses féministes et théoriques avec Judith Butler ou Jürgen Habermas². Malgré des différences notables de trajectoires intellectuelles et d'approches, ces deux penseurs s'attachent à restaurer un lien rompu entre la pensée de la domination et celle de l'émancipation.

L'affaiblissement de cette connexion a selon eux au moins deux sources : l'une, théorique, correspond aux effets pervers de la division du travail universitaire, qui conduit la plupart des chercheurs, dans leurs productions, à insister davantage soit sur le versant critique soit sur le versant émancipateur, tout en négligeant l'autre, produisant

¹ Étudiant en master 2 au Département de Sciences sociales de l'École normale supérieure, agrégé de sciences économiques et sociales.

² Nous ne saurions que trop recommander au lecteur désireux d'approfondir sa connaissance de ces penseurs et de leurs univers intellectuels de se référer à Boltanski (1990) et à Fraser (2012).

ainsi des effets tantôt de découragement tantôt d'aveuglement ; l'autre est plus directement politique et tient à la désunion entre intellectuels et mouvements sociaux, qui limite le renouveau d'une critique sociale devenue inaudible dans l'arène politico-médiatique.

Contre la première tendance, Boltanski et Fraser proposent une analyse pluridisciplinaire (mêlant histoire, philosophie et sociologie), mais aussi critique, de l'« expansionnisme » (p. 72) du capitalisme et de ses conséquences sur les évolutions des États occidentaux. Le premier chapitre propose ainsi une « mise en perspective historique » du capitalisme et de la protection sociale. En s'appuyant sur les conclusions du *Nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999), Boltanski retrace la mise à mal du compromis fordiste forgé dans l'après-Seconde Guerre mondiale. Il souligne ainsi que des déplacements convergents, mais pas complètement coordonnés, et visibles à travers les évolutions du management entre les années 1960 et 1990, ont permis au capitalisme de se libérer des contraintes ouvrière et fiscale que lui imposait l'État social : ces transformations « vont dans le sens d'une restructuration des entreprises, d'une externalisation et de mouvements de lobbying pour la dérégulation de la finance, de façon à fabriquer du profit sans passer par l'utilisation d'une classe ouvrière, en tout cas locale » (p. 28). Pour autant, les deux auteurs invitent à ne pas totémiser l'État pré-révolution néolibérale : d'abord parce que, aujourd'hui, l'étatisme ne semble pas être en mesure d'endiguer cette révolution permanente aux avatars multiples, mais également parce que l'État-providence renforçait lui aussi, par certains aspects, des relations asymétriques entre dominants et dominés. Fraser reformule ainsi trois critiques qui lui ont été adressées : sa protection sociale était discriminatoire et, en particulier, hétérosexiste ; de plus, son mode d'organisation bureaucratique plaçait des citoyens en situation de n'être que des usagers passifs ; enfin, ce mode de protection « expertocratique » (p. 23) s'est financé largement par la mise en dépendance continue des peuples du Sud — y compris dans un contexte réputé post-colonial. Une critique vigoureuse et pertinente devrait donc se méfier de ne pas glisser dans de vains dualismes (opposant par exemple le bon État au mauvais marché), qui limiteraient ses prétentions émancipatoires.

Par ailleurs, si le lien domination-émancipation s'est rompu, c'est aussi parce qu'inhibée, la critique ne porte plus — qu'elle vienne des chercheurs en sciences sociales ou de tout autre acteur politique. En effet, malgré les dégâts, tant humains qu'environnementaux, que continue de produire le capitalisme et malgré la multiplication des réquisitoires à son endroit, il tangué, mais ne rompt pas. Fraser propose une première piste pour comprendre ce phénomène : le tournant néolibéral pris par les décideurs politiques, sourds aux revendications critiques vis-à-vis du mode de production actuel. Il permet par exemple d'expliquer pourquoi l'État a volé au secours des marchés financiers en 2008-2009 et comment — sans claire contrepartie — la dette publique est venue se substituer aux dettes privées. Mais pour la philosophe, ce qui désarme la critique, c'est également l'absence d'horizon idéal vers lequel tendre : l'effondrement de

l'URSS et la fragmentation des sources de critique semblent donner raison à Thatcher et à son funeste « *There is no alternative* ». Boltanski prolonge ce constat d'un désarmement de la critique par les dominants : qu'ils la tolèrent³, lui fassent de fausses concessions, voire qu'ils en reprennent la grammaire tout en l'instrumentalisant, ils ruinent son efficacité. Or, ce phénomène s'ajoute aux effets pervers de l'autonomisation académique, qui institue la critique en un « art pour l'art » (p. 46) plutôt qu'en répertoire de ressources pour des mouvements sociaux contestataires eux-mêmes en proie à de multiples difficultés. Ainsi, « la nébuleuse critique a [...] pris la forme paradoxale d'une "avant-garde" de maîtres penseurs (forme pourtant largement mise en cause, au lendemain de Mai 68), mais sans arrière-garde et sans troupes » (p. 46).

Comment, dès lors, renouveler la critique sociale tout en maintenant l'impératif d'émancipation ? En premier lieu, les auteurs invitent à dénoncer et à lutter contre les « liaisons dangereuses » (p. 31) entre courants progressistes et non progressistes mais aussi entre ces derniers : elles mettent en sourdine les voix de gauche. Fraser dessine les contours d'un espace politique polarisé autour de trois forces : l'une, néolibérale, aspirant à l'extension du marché et à une réduction de l'État à sa main droite⁴ ; une deuxième qui défend ou cherche à maintenir une forme de protection sociale, quitte à affirmer une clôture raciste et xénophobe entre l'État et ceux qui lui sont extérieurs ; une gauche libertaire, enfin, qui aspire à surmonter les formes multiples de domination (notamment de genre et de classe, comme nous avons déjà pu le souligner, mais également celles fondées sur l'appartenance nationale). Ce sont alors des considérations tactiques qui lui font prôner une conception modeste de l'émancipation : cet objectif ne doit pas surplomber les autres au point de se priver des possibilités de nouer des alliances politiques. Il faut donc, d'après elle, réfléchir aux manières de l'associer au meilleur de la protection sociale, et cela à différentes échelles (le nationalisme méthodologique ne doit pas primer⁵). Et Boltanski de nous mettre en garde : réconcilier des critiques différentes de la domination ne pourra se faire qu'en déshomogénéisant

³ On retrouve ici le thème de la domination par le changement et l'assimilation de la critique, développé dans ce livre, mais également dans Boltanski (2009) et Boltanski et Chiapello, (1999).

⁴ Sur les notions de main gauche et de main droite de l'État : Bourdieu, (1998).

⁵ Parmi les auteurs qui dénoncent le nationalisme méthodologique, se trouve notamment Sassen, (2009 [2007]). Ce biais consiste à considérer l'État-nation comme étant l'unité d'analyse pertinente des phénomènes sociaux. Il tend ainsi à réifier ce cadre-là, et occulte l'existence de phénomènes transnationaux ou infranationaux et, en particulier, la constitution transnationale de processus nationaux.

l'idée de libéralisme. Libéralismes économique et culturel renvoient à des pôles différents de l'espace politique⁶ — c'est pourquoi un compromis est toujours délicat à trouver. Il nous fait nous souvenir que la lutte politique passe aussi par des uppercuts lexicaux qui sont d'autant plus nécessaires qu'ils débilitent la prétention de certains intellectuels qui se présentent comme « ni de gauche ni de droite » à renvoyer dos à dos leurs rivaux, en alimentant des courants anti-libéraux (quelle que soit la forme de ces « libéralismes ») et conservateurs des « vraies valeurs » du « vrai » peuple (p. 39).

Si la critique de gauche parvient à se faire entendre, alors, elle se heurtera tout de même à la crainte des mouvements émancipateurs : celle de créer eux-mêmes les institutions qui les opprimeront demain. Mais Fraser rappelle combien il est anti-sociologique d'imaginer que l'émancipation puisse déboucher soit sur une mobilisation critique permanente soit sur un monde social sans institutions : « On ne surmontera jamais la tension qui existera toujours entre la liberté individuelle, l'autonomie collective et l'ordre institutionnalisé et gouverné par des règles. Cependant, il est crucial de savoir si cet ordre institutionnalisé et régleménté est structurellement relié à la domination » (p. 54) c'est-à-dire à la production d'asymétries durables et auto-renforçantes entre groupes. Précisément, Boltanski insiste sur la nécessité de symétriser le rapport aux institutions et, en particulier, à leurs règles : selon lui, ces dernières peuvent structurer des hiérarchies durables si l'on n'insiste pas sur la capacité des acteurs à « dire non » (p. 50), à les considérer comme provisoires et révisables. Selon lui, c'est donc les rapports aux institutions qu'il s'agit de transformer plutôt que leurs fonctions : rejoignant implicitement Fraser, il rappelle que le revers de la violence symbolique qu'elles peuvent infliger dans leur prétention parfois démiurgique à dire « ce qu'il en est de ce qui est », est une forme de protection, une « sécurité sémantique »⁷. L'émancipation ne doit donc pas être conçue comme un renoncement aux institutions en tant que telles.

En définitive, Fraser et Boltanski invitent la critique à être réflexive pour pouvoir se redéployer dans l'espace social. Ainsi, le sociologue français propose à ses confrères de multiplier les études sur les dominants, leurs ancrages à la fois globaux et locaux, les contours mouvants de leur groupe et la façon dont ils s'appuient sur les contraintes que font peser sur les autres acteurs les frontières des États-nations. Selon lui, cela devrait permettre de renouveler l'analyse des rapports de domination, alors que la majorité de la production sociologique dans ce domaine se centre sur les dominés. De plus, l'implication des chercheurs dans des luttes lors desquelles ils peuvent (se) nourrir d'autres pôles producteurs de la critique sociale pourrait rendre cette dernière de plus en plus « ambitieuse » (p. 70), selon les vœux de Fraser : embrassant des secteurs de plus

⁶ À ce titre, lorsque dans un entretien paru dans *Le Monde* le 27 septembre 2015, Emmanuel Macron — pour se défendre de la défiance que lui témoigne une partie de la gauche française — avançait que le « le libéralisme est une valeur de gauche », il participait de ce brouillage notionnel qui limite l'audience des critiques dont il se réclame pourtant proche.

⁷ Cf. Boltanski (2009).

en plus divers de la société, tout en rapportant leurs transformations à l'impact du capitalisme sur l'environnement et la dynamique des liens sociaux, elle permettrait alors une conception élargie des phénomènes de domination et pointerait clairement des voies pour construire une politique d'émancipation.

L'ancrage résolument politique de ce livre au format très ramassé l'inscrit dans une série de publications dont les chercheurs en sciences sociales semblent être devenus friands ces derniers mois⁸. Cette brièveté peut frustrer le lecteur en ce qu'elle oblige à faire certains choix de concision malgré un propos déjà très dense. Par exemple, la perspective chronologique adoptée est plutôt globaliste : elle se concentre en grande partie sur l'après-Deuxième Guerre mondiale en pointant comme tout à fait nouvelles des évolutions que la première mondialisation avait déjà pu produire à la fin du XIX^e siècle (on pense notamment aux effets d'une accélération de la mobilité des capitaux) — alors que, par ailleurs, Boltanski a pu produire des analyses tout à fait intéressantes sur cette période⁹. Une discussion des travaux d'historiens ou de sociologues comme ceux du regretté Robert Castel¹⁰ auraient pu permettre d'approfondir encore plus la portée des échanges. Mais il ne faudrait pas prendre ce livre pour ce qu'il n'est pas, ou plutôt il faut le voir tel qu'il se donne à nous : une invitation, riche et habilement articulée, à plonger dans l'œuvre de deux penseurs majeurs, ainsi qu'un rappel de la dimension inévitablement politique des travaux de sciences sociales.

Bibliographie

- BOLTANSKI L. (1990), *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié.
- BOLTANSKI L. (2009), *De la critique*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI L. (2012), *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI L., Chiapello È. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI L., Esquerre A. (2014), *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Paris, Dehors.

⁸ Parmi les participants au livre, pensons à Boltanski et Esquerre (2014), et à Corcuff (2014). Songeons aussi à Fassin (2014).

⁹ Dans Boltanski, 2012, l'auteur propose en effet des éléments de réflexions sur la construction des États-nations par des actions et processus transnationaux.

¹⁰ On pense notamment ici à Castel (1995).